

faudrait s'occuper énergiquement d'installer des jeux pour les enfants. Autrement, les familles ne voudront plus voyager dans notre pays.

Le colonel McAVITY: J'ai une autre observation à faire. Il s'agit d'une idée dont on m'a fait part avant mon arrivée ici. Si vous voulez, je vous en ferai part à mon tour en peu de mots. Il s'agit de ce que l'industrie fait en plus de participer à notre association. Je voudrais signaler l'excellent travail qu'accomplissent l'Association canadienne des pâtes et du papier, l'Association canadienne pour l'éducation des adultes et plusieurs compagnies, y compris ma propre compagnie, la *Seagrams Limited*. Il y a un groupe qui s'appelle *Canadian Information Abroad* et qui tient régulièrement des réunions. Il est composé des dirigeants des services de relations publiques et de publicité de plusieurs grandes compagnies, y compris l'*Aluminum Company of Canada*, différents fabricants d'automobiles et autres. Ils font actuellement beaucoup de réclame pour le Canada à l'étranger, ce que bien des Canadiens ne savent pas.

Le PRÉSIDENT: Pardonnez-moi. Il nous faut lever la séance à midi 30 et nous avons ici M. J. Lawson Mackle, directeur des relations publiques du conseil conjoint des associations touristiques de l'Ontario. Il aura l'occasion de nous parler plus tard, mais peut-être voudrait-il nous dire immédiatement quelques mots.

M. MACKLE: Monsieur le président, mesdames et messieurs. C'est sûrement un privilège de prendre la parole devant vous, mais je ne suis pas venu pour prononcer un discours, ce dont vous devez m'être reconnaissants, car à titre de chargé de relations publiques et d'exploitant d'un hôtel de villégiature, je porte un grand intérêt au tourisme et, si je commençais d'en parler, je n'aurais pas fini à 4 heures. Permettez-moi de dire, au nom des associations touristiques de l'Ontario, que j'apprécie l'invitation de comparaître devant votre comité ce matin. Je sais que vous n'avez pas le temps d'entendre exposer tout de suite nos problèmes mais, je dirai brièvement que, si l'Ontario,—je parle de cette province parce que je suis plus au courant de son industrie touristique,—n'obtient pas une forte proportion des tourisms américains, la principale raison en est que nous n'avons pas assez d'installations de première classe. Nous avons même peine à garder les touristes qui y viennent. Une raison de ce manque d'installations de première classe, c'est que les exploitants de nos camps de villégiature et de nos motels n'ont qu'un crédit restreint pour faire des améliorations. Par exemple, celui qui veut agrandir ou améliorer son établissement doit le faire par gains de capital ou se tourner vers le marché noir et payer des taux d'intérêt exorbitants. Nous avons eu des entrevues avec la Banque d'expansion industrielle et je me suis entretenu avec le ministre des Finances, l'honorable Donald Fleming, d'assistance sous forme de prêts pour nos gens. On m'a laissé entendre que la Banque d'expansion industrielle accorde des prêts aux entreprises qui emploient de la main-d'œuvre. J'ai demandé si on croyait que nous gardions nos entreprises en marche sans employer de main-d'œuvre. Nous employons 40,000 personnes pendant les mois d'été, surtout des étudiants d'écoles supérieures ou d'universités qui essaient de gagner de l'argent pour s'instruire. Je crois que nous rendons des services à ce point de vue.

Le gouvernement fédéral dispose de la loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, en vigueur depuis 14 ans et qui aide les cultivateurs. J'estime que les exploitants d'établissements touristiques méritent tout autant qu'eux cette forme d'aide financière. Par hasard, je possède une ferme qui ne vaut que le dixième de mon hôtel de villégiature; pourtant, je ne peux emprunter d'aucun institution financière sur mon hôtel, mais je peux emprunter sur ma ferme.

Le sénateur DAVIES: Pourquoi?